

Le Socialiste

44e année - Rs 5.00 - No 108433 Mardi 20 Janvier 2026 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès



Le président Gokhool préconise un partenariat avec les médias pour l'édification de la nation

Page 3



La politique étrangère, catalyseur de la diplomatie économique et de la coopération régionale

Page 4



Maurice et la Chine réaffirment leur volonté de renforcer leur coopération bilatérale

Page 4



Accès à la main-d'œuvre étrangère

Page 3



Le procès du prince Harry contre la presse a débuté hier

Page 2



Finale Coupe d'Afrique des Nations

Le Sénégal bat le Maroc à la 94e minute (1-0)

Page 8

France/Hérault

Un an de pluie en deux jours

Pas moins de cinq départements sont ce dimanche matin concernés par une alerte orange météorologique. L'Hérault, l'Aveyron, l'Aude et les deux départements de Corse sont en effet maintenus dans cette couleur pour pluie-inondation et/ou crues, rapporte Météo-France dans son dernier bulletin de 06 heures. Ces départements resteront en vigilance orange lundi.

De fortes précipitations dans l'Hérault

Sur le département de l'Hérault, « les pluies vont se poursuivre toute la journée de dimanche avant de s'atténuer en soirée en s'évacuant vers le sud du département », prévient l'agence qui précise que les cumuls de pluie pourront y être « très conséquents » : de 100 à 120 mm et jusqu'à 150 mm localement en plaine, voire jusqu'à 220 mm sur les reliefs. Les précipitations équivalent à deux à trois fois ce qu'il tombe normalement en un mois, ce qui pourrait faire déborder le fleuve Orb localement.

Dans l'Aude, Météo-France prévoit « une accalmie » dans la journée de ce dimanche avant une reprise « en fin d'après-midi/début de soirée ». « Les cumuls restant à tomber d'ici lundi soir sont importants, avec 80 à 120 mm de manière étendue du Minervois aux Corbières maritimes, et peuvent localement atteindre jusqu'à 150 voire 180 mm du Narbonnais à Leucate ».

De fortes pluies jusqu'à mardi en Corse

En Corse, les fortes pluies ont débuté dans la nuit de samedi à dimanche. Elles vont gagner en intensité et se maintiendront jusqu'à mardi matin. « Sur la journée de dimanche, les cumuls sont de l'ordre de 80/100 mm en zones de plaines, 120/150 mm localement 170 mm sur le relief, avec de la neige à partir de 1.500-1.700 m », explique Météo-France.

Vingt ans après, la Tecktonik fait son retour grâce à TikTok

Ce n'était pas dans le bingo 2026 mais le Tecktonik semble faire son come-back, vingt ans après, sur TikTok avec une génération qui reprend les codes des années 2000.

On vous parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître... Pas celui de La Bohème mais celui de la Tecktonik. Une danse electro aux mouvements rapides et saccadés qui a connu son heure de gloire entre 2006 et 2008. Vingt ans après, elle semble ressusciter sur les réseaux sociaux depuis quelques jours.

Si vous avez plus de 30 ans, vous vous souvenez probablement de ces soirées en boîte où les danseurs, vêtus de slim fluo et de bas-sets montants, agitaient les bras comme des robots au son d'électro house. La Tecktonik, née dans les clubs parisiens comme le Metropolis, était plus qu'une danse : c'était un phénomène culturel, avec ses codes vestimentaires (cheveux en crête, maquillage outrancier) et ses battles endiablés. À l'époque, des compilations comme Tecktonik Killer cartonnaient, et des stars comme Yelle fournissaient la bande-son idéale avec des tubes comme À cause des garçons remixé par Tepr.

Et voilà que, en ce début 2026, la nostalgie frappe fort sur TikTok. Des vidéos virales montrent des jeunes (et des moins jeunes) reprendre les pas iconiques de la Tecktonik sur ce même morceau de Yelle ou d'autres tout aussi iconiques pour les Milléniales comme Alive de Mondotek. Une tendance, qui dépasse les frontières françaises, semble naître, avec des hashtags comme #Tecktonik ou #Tektok qui accumulent des millions de vues. On peut même voir Macron en justaucorps rose s'y mettre (enfin l'IA).

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélémy, Port-Louis
Tel: 214 1584 – Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Le chanteur Julio Iglesias accusé de violence sexuelle par des ex-employées

Dans un message posté sur Instagram, le chanteur espagnol accusé d'agressions sexuelles se défend. Deux ex-employées ont porté plainte début janvier

« Je nie avoir abusé, contraint ou manqué de respect à quelque femme que ce soit ». Le chanteur espagnol Julio Iglesias a dénoncé dans un message publié dans la nuit de jeudi à vendredi des « accusations absolument fausses » à propos des plaintes de deux ex-employées dénonçant des délits sexuels et des faits de traite d'êtres humains.

« Ces accusations sont absolument fausses et m'attristent profondément », assure sur Instagram le chanteur, dont c'est la première réaction depuis que l'affaire a éclaté mardi. « C'est avec une profonde tristesse que je réponds aux accusations formulées par deux personnes qui ont auparavant travaillé chez moi », écrit l'artiste espagnol, célèbre dans le monde entier.

« Je n'avais jamais ressenti une telle malveillance, mais j'ai encore la force pour faire connaître aux gens toute la vérité et pour défendre ma dignité face à une offense aussi grave », ajoute-t-il. « Je ne peux pas oublier tant et tant de personnes très chères qui m'ont envoyé des messages d'affection et de loyauté ; j'y ai trouvé un grand réconfort », conclut le chanteur dans ce message qui s'achève avec une reproduction de sa signature.

Traite d'êtres humains

Entre janvier et octobre 2021, Julio Iglesias est accusé d'avoir « agressé et harcelé sexuellement » Laura et Rebeca (des prénoms d'emprunt), alors âgées de 22 et 28 ans, et de leur avoir aussi imposé des conditions de travail abusives dans ses résidences de République dominicaine et des Bahamas, ont expliqué mercredi les associations Women's Link Worldwide et Amnesty International, qui accompagnent les deux ex-employées.



La plainte déposée le 5 janvier par les deux femmes auprès de la justice espagnole relève notamment « de faits "susceptibles de constituer un délit de traite d'êtres humains en vue d'imposer le travail forcé et la servitude", "d'atteintes à la liberté et à l'intégrité sexuelles telles que le harcèlement sexuel", ainsi que d'un délit de coups et blessures et des atteintes aux droits du travail », ont précisé ces associations.

Lors d'une conférence de presse commune mercredi, Women's Link Worldwide et Amnesty International ont ajouté que les deux plaignantes allaient être prochainement entendues par la justice espagnole, qui leur « a accordé le statut de témoins protégés ».

Mardi, la télévision américaine Univision et le média en ligne espagnol elDiario.es avaient publié une longue enquête autour des témoignages de Rebeca et Laura, employée de maison et kinésithérapeute du chanteur à l'époque des faits. Les deux femmes y assurent avoir été victimes d'agressions sexuelles et de harcèlement sexuel de la part du chanteur. L'une d'entre elles décrit aussi aux deux médias des faits pouvant être qualifiés de viols.

Le procès du prince Harry contre la presse a débuté hier

Le duc de Sussex comparaitra dans le cadre de l'action en justice intentée par lui-même, le chanteur Elton John et plusieurs autres personnalités britanniques de premier plan contre l'éditeur du Daily Mail pour atteinte à la vie privée.

Il s'agira de la deuxième comparution du prince en trois ans. L'époux de Meghan Markle avait déjà comparu en 2023 dans un autre procès contre un tabloïd, cette fois le Mirror Group Newspapers, qu'il a gagné. Il est le premier membre de la famille royale britannique à se présenter à la barre depuis 130 ans.

Le prince Harry poursuit Associated Newspapers pour collecte illégale d'informations, des faits remontant à 30 ans. Les six autres plaignants sont Elton John et son mari David Furnish, les actrices Liz Hurley et Sadie Frost, l'ancien législateur Simon Hughes et la militante antiraciste Doreen Lawrence, qui siège à la Chambre des Lords.

Associated Newspapers rejette tout acte répréhensible de la part de ses journaux, affirmant qu'il n'y a aucun fondement à ce qu'elle décrit comme les « calomnies grotesques » des plaignants à l'encontre de ses journalistes. Le procès, qui durera neuf semaines, s'ouvrira lundi et verra les plaignants témoigner devant la Haute Cour de Londres. Le prince Harry sera à la barre des témoins le 22 janvier, selon un projet de calendrier rendu public jeudi (15 janvier 26).



Cette affaire est la dernière intentée par le prince et son épouse, la duchesse de Sussex, contre des médias depuis 2019, dans le cadre de ce qu'il a décrit comme sa mission consistant à débarrasser la presse britannique des cadres et des rédacteurs en chef qui ont abusé de leur pouvoir.

L'année dernière, le prince Harry a réglé son procès contre le groupe de presse britannique de Rupert Murdoch, News Group Newspapers, en acceptant des excuses et des dommages-intérêts pour les atteintes à la vie privée dont lui et sa défunte mère, la princesse Diana, avaient été victimes.

La politique étrangère, catalyseur de la diplomatie économique et de la coopération régionale

La politique étrangère de Maurice sera axée sur le renforcement de la diplomatie économique, la croissance durable, la résilience climatique, les partenariats stratégiques et l'intégration régionale, conformément au programme gouvernemental 2025-2029 et aux objectifs à long terme de Vision 2050.

C'était au cœur du discours prononcé par le ministre des affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du commerce international, M. Dhananjay Ramful, lors d'un vin d'honneur organisé à l'hôtel Maritim Resort & Spa Mauritius à Balaclava.

Organisé par le ministère des affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du commerce international, cet événement a été l'occasion de réfléchir aux réalisations et aux contributions passées de la communauté diplomatique et de tracer la voie à suivre grâce à une diplomatie constructive et à un engagement régional et mondial renforcé.



Le ministre Ramful a annoncé que Maurice accueillera la Conférence de l'océan Indien en avril 2026, qui réunira les chefs d'État et de gouvernement des pays riverains de l'océan Indien afin de renforcer le dialogue stratégique sur les priorités régionales telles que la sécurité maritime, la gestion des stocks de poissons et la coopération en matière d'énergie renouvelable.

En outre, le 18e Sommet des affaires États-Unis-Afrique, événement historique qui devrait réunir 3 000 délégués, doit se tenir à Maurice. Le Sommet, a-t-il déclaré, servira de plateforme clé pour établir des partenariats économiques et positionner Maurice comme une porte d'entrée de premier plan pour l'investissement durable en Afrique.

Le ministre a en outre évoqué les principaux développements de 2025 en rappelant que le soutien de tous les diplomates a été essentiel pour consolider la position de Maurice sur le front régional et international. Selon lui,



le pays a réaffirmé son engagement international par sa participation active à de grandes initiatives mondiales et régionales telles que l'Exposition universelle de 2025 à Osaka et le Dialogue de partenariat Maurice-Union européenne tenu en avril 2025. Il a réaffirmé que Maurice continuerait de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de l'Union africaine en vue d'atteindre des objectifs de développement communs.

Maurice est plus que jamais attachée à l'ordre fondé sur des règles et au droit international, a déclaré le ministre Ramful, tout en faisant référence à la question de l'archipel des Chagos. « Maurice est candidate à la vice-présidence de l'Association des pays riverains de l'océan Indien et nous espérons assumer cette responsabilité avec votre soutien », a-t-il déclaré, tout en veillant à ce que le pays reste une porte d'entrée stable et sûre pour les investissements en Afrique.

M. Ramful s'est réjoui de l'élection de Maurice au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour le mandat 2026-2028. « Maurice reste un fervent partisan des traités internationaux tels que le Traité sur la pandémie », a-t-il déclaré tout en réitérant que le pays restera à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique.

Le président Gokhool préconise un partenariat avec les médias pour l'édification de la nation

Le président de la République de Maurice, M. Dharam Gokhool a réaffirmé son souhait de renforcer les relations avec les médias locaux afin qu'en ensemble, ils puissent s'associer et progresser vers l'objectif commun de l'édification de la nation.

Il s'exprimait lors d'un rassemblement de thé du Nouvel An et d'une interaction informelle à laquelle ont participé des représentants de différents médias à la State House de Réduit. Le vice-président de la République de Maurice, M. Robert Hungley, était également présent.

Dans son allocution, le président Gokhool a souligné que sa priorité essentielle était de défendre les principes de la démocratie et de cimenter l'unité nationale, pour lesquels il a souligné que les médias restaient un partenaire clé.

Rappelant que la proximité avec la population est son objectif clé, il a souligné que diverses mesures innovantes ont été mises en avant pour s'assurer que le Président reste connecté avec la population.

Il s'agit notamment de la refonte du site Web de la présidence et de la création d'une page Facebook pour tenir la communauté au courant des activités de la présidence; et de l'engagement direct avec divers segments de la société civile par le biais de visites sortantes et entrantes.



En outre, M. Gokhool a mis en lumière le pouvoir exécutif conféré au président ainsi que l'exercice de sa fonction parallèlement à ses responsabilités constitutionnelles. Il a en outre souligné l'environnement de travail favorable qui prévaut au sein de son équipe, ce qui garantit la mise en œuvre efficace des projets. Son objectif pour l'année 2026 est, entre autres, de renforcer la visibilité de Maurice sur la scène internationale grâce à une coopération stratégique, de promouvoir la technologie et l'innovation, d'encourager l'égalité et l'inclusion, de lutter contre l'abus et le trafic de drogues, de lutter contre l'érosion des valeurs sociales et de sensibiliser à la santé et au bien-être.

Le vice-président de la République de Maurice, M. Hungley, a indiqué que les priorités pour 2026 concernent la consolidation de l'unité nationale, l'autonomisation des jeunes, le travail pour les droits et l'inclusion des personnes handicapées et l'intensification des efforts pour lutter contre le problème de la drogue.

Accès à la main-d'œuvre étrangère

L'Autorité de l'industrie de la canne à sucre de Maurice rencontre les planteurs et les agriculteurs

L'Autorité mauricienne de l'industrie de la canne à sucre (MCIA), en collaboration avec l'Institut de recherche et de vulgarisation alimentaire et agricole, le Fonds de protection des petits agriculteurs et la Fédération coopérative agricole mauricienne Ltée, a organisé à Réduit une réunion avec des planteurs des secteurs du sucre et du non-sucre ainsi que des agriculteurs sur l'importation de main-d'œuvre étrangère.

Cette première rencontre a marqué le début d'une série de consultations qui se tiendront dans tout le pays au cours des deux prochaines semaines. L'objectif est d'informer les planteurs des secteurs sucrier et non sucrier, ainsi que les agriculteurs, des modalités mises en place pour leur permettre d'accéder à la main-d'œuvre étrangère. Cette initiative est conforme à la politique du gouvernement en matière de recrutement de main-d'œuvre étrangère visant à remédier à la pénurie de main-d'œuvre saisonnière dans le secteur agricole.

Le ministre de l'Agro-industrie, de la sécurité alimentaire, de l'économie bleue et de la pêche, le Dr Arvin Boolell, était présent à la réunion. Il a



appelé les parties prenantes, en particulier celles du secteur de la canne à sucre, à unir leurs efforts afin de faire face aux réalités existantes et de relever efficacement les défis tels que le vieillissement de la main-d'œuvre ainsi que les coûts élevés des intrants et de la mécanisation. Il a également appelé à une plus grande utilisation de

l'innovation et à l'adoption d'une agriculture en environnement contrôlé, pour laquelle le gouvernement a défini plusieurs régimes de soutien.

Selon le ministre, un lot de 1 000 travailleurs étrangers arrivera à Maurice dans un premier temps, contre un objectif global de 2 500 travailleurs.

Ces travailleurs seront logés dans des dortoirs à Riche Lieu fournis par Metro Express Limited, qui sont conformes aux normes de l'Organisation internationale du Travail. Le Dr Boolell a en outre indiqué que le cadre juridique serait mis à jour, associé à une ordonnance de rémunération polyvalente, afin de permettre aux travailleurs étrangers de desservir à la fois les secteurs du sucre et les secteurs non sucriers.

De plus, le ministre a affirmé que même si les planteurs traversent actuellement une période difficile, l'industrie de la canne à sucre détient un potentiel important en mettant l'accent sur les produits à valeur ajoutée tels que les sucres de spécialité et le rhum. Il a énumérées diverses mesures mises en œuvre par le gouvernement, telles que le revenu garanti de 35 000 roupies par tonne, y compris la bagasse et la mélasse, pour les planteurs produisant jusqu'à 60 tonnes de sucre.

Le ministre a également souligné la nécessité pour Maurice de maintenir son avantage concurrentiel et de continuer à être un partenaire fiable pour les pays qui dépendent des produits sucriers mauriciens, alors même que les pays du MERCOSUR émergent en tant que concurrents puissants. Dans ce contexte, il a exhorté les petits planteurs à se regrouper pour tirer parti des diverses facilités dont ils disposaient, à savoir pour la préparation des champs.

Les MCIA fourniront une plateforme permettant aux parties prenantes du secteur agricole de communiquer avec les entrepreneurs concernant leurs besoins en termes de nombre de travailleurs étrangers nécessaires. En outre, les travailleurs étrangers seront formés aux différents processus agricoles pratiqués à Maurice.

Maurice et la Chine réaffirment leur volonté de renforcer leur coopération bilatérale



L'ambassadeur de la République populaire de Chine auprès de la République de Maurice, Mme Huang Shifang, a rendu à Port Louis une visite de courtoisie au ministre des Collectivités Locales, M. Ranjiv Woochit.

La réunion s'est déroulée dans une atmosphère cordiale et a permis aux deux parties d'échanger leurs points de vue sur les possibilités de collaboration, notamment

dans le domaine du développement vert, ainsi que dans d'autres domaines d'intérêt mutuel.

L'Ambassadeur Huang s'est félicité du soutien continu du ministre à la promotion de la coopération entre la République populaire de Chine et la République de Maurice. Elle a réaffirmé sa volonté de consolider davantage les relations bilatérales dans l'intérêt mutuel des peuples des deux pays.

Paris

L'étage d'un immeuble s'effondre en pleine nuit lors d'une fête

L'effondrement a eu lieu dans un appartement au 5e étage d'un immeuble de la rue Amelot, dans le centre de la capitale. Selon les premières constatations des pompiers, l'effondrement est "structurel".

Un appartement d'un immeuble parisien, où étaient réunies une cinquantaine de personnes lors d'une soirée, s'est effondré sur celui du dessous dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 janvier, faisant un blessé grave, ont rapporté les pompiers. Dix-neuf autres personnes ont été légèrement blessées, selon un premier bilan de la nuit.

Dimanche en fin de matinée, la préfecture de police de Paris a fait état d'une personne en arrêt cardio-respiratoire, qui a pu être réanimée et immédiatement hospitalisée en urgence absolue, et de 16 personnes transportées à l'hôpital.

Ces personnes se trouvaient dans un appartement au 5e étage d'un immeuble de la rue Amelot, dans le 11e arrondissement de la capitale. Les secours ont été alertés peu après minuit. Près de 150 sapeurs-pompiers, avec 45 véhicules, ainsi que de nombreuses ambulances, ont été mobilisés. Des architectes de sécurité de la préfecture de police se sont également

rendus sur place.

Un parquet fragilisé par une infiltration

Selon les premières constatations, l'effondrement est "structurel" et n'est pas lié à une fuite de gaz. "On a vu qu'un plancher avait été fragilisé par une infiltration depuis un balcon", a rapporté sur franceinfo l'architecte Antoine Cardon. "L'infiltration a donné lieu à la dégradation du plancher", ce qui a provoqué "un effondrement en chaîne sur l'ensemble du plancher", a-t-il ajouté. Selon l'architecte, environ 30 mètres carrés de plancher se sont dérobés sous les pieds des personnes présentes.

Selon la préfecture de police, "deux personnes ont été relogées par la mairie du 11e pour la nuit, les autres habitants de l'immeuble se faisant provisoirement héberger par leurs propres moyens". "Les immeubles adjacents ont été évacués le temps de l'intervention des secours puis réintégrés dès 4 heures", a souligné la préfecture de police.

"Une enquête en recherches des causes des blessures a été ouverte. Les investigations sont en cours", a aussi fait savoir le parquet de Paris. Elle a été confiée au commissariat du 11e.

A partir du 1er février

Trump hausse les droits de douane de 10 % contre des pays européens

Donald Trump a fait monter la pression sur l'UE en promettant, samedi, d'appliquer des droits de douane de plus en plus élevés à huit pays européens, dont la France, accusés de jouer à un "jeu très dangereux", et ce, jusqu'à ce que les États-Unis puissent acheter le Groenland. Ces "menaces tarifaires sont inacceptables" lui a répondu Emmanuel Macron.

Sur son réseau social Truth Social, le président américain, Donald Trump, a menacé, samedi 17 janvier, d'imposer de nouveaux droits de douane, pouvant aller jusqu'à 25 %, sur les produits d'une série de pays européens "jusqu'à la vente totale du Groenland".

À partir du 1er février, le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Finlande se verront appliquer une surtaxe de 10 % sur les marchandises envoyées aux États-Unis, a-t-il écrit.

"Le 1er juin 2026, les droits de douane seront portés à 25 %" et ils s'appliqueront "jusqu'à ce qu'un accord soit conclu pour la vente complète et intégrale du Groenland", a-t-il prévenu.

"Le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Finlande se sont rendus au Groenland dans un but inconnu. (...) Ces pays, qui se livrent à ce jeu très dangereux, ont pris un risque inacceptable", a encore écrit le milliardaire républicain dans un long message.

"Après des siècles, il est temps pour le Danemark de le rendre - la paix mondiale est en jeu ! La Chine et la Russie veulent le Groenland, et le Danemark ne peut rien y faire", a-t-il expliqué.

"Les menaces tarifaires sont inacceptables", répond Macron

Alors que le Danemark s'est dit surpris par l'annonce de menaces tarifaires, le président français, Emmanuel Macron, a vivement répondu à son homologue américain via un message publié sur les réseaux sociaux. "Aucune intimidation ni menace ne saurait nous influencer, ni en Ukraine, ni au Groenland, ni ailleurs dans le monde lorsque nous sommes confrontés à de telles situations", a-t-il notamment écrit.

Et d'ajouter : "Les menaces tarifaires sont inacceptables et n'ont pas leur place dans ce contexte. Les Européens y répondront de façon unie et coordonnée si elles étaient confirmées. Nous saurons faire respecter la souveraineté européenne".

De son côté, l'Union européenne a mis en garde

contre "une spirale dangereuse".

"Des droits de douane affaibliraient les relations transatlantiques et représenteraient un risque de spirale dangereuse vers le bas", ont écrit, dans un communiqué commun, le président du Conseil européen, Antonio Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

"L'Europe restera unie, coordonnée et déterminée à défendre sa souveraineté", ont-ils ajouté.

"Appliquer des droits de douane à des alliés au nom de la sécurité collective des alliés au sein de l'Otan est totalement erroné. Nous allons bien sûr aborder ce sujet directement avec l'administration américaine", a déclaré pour sa part le Premier ministre britannique, Keir Starmer, dans un communiqué.

Une des ministres les plus en vue du gouvernement groenlandais, Naaja Nathanielsen, a salué samedi la réaction des pays européens à propos de la question de l'avenir de l'île. "Je suis stupéfaite de voir les premières réactions des pays visés. Je suis reconnaissante et remplie d'espoir que la diplomatie et les alliances prévaudront", a dit la ministre des Ressources minérales dans un message publié sur LinkedIn.

D'une manière ou d'une autre

Donald Trump a néanmoins assuré samedi que les États-Unis étaient "ouverts immédiatement à des négociations avec le Danemark et/ou" les autres pays européens qu'il accuse de prendre "tant de risques".

Depuis son retour au pouvoir, il y a un an, il évoque régulièrement la prise de contrôle de l'immense île arctique rattachée au Danemark, stratégique et aux riches sous-sols, mais peu peuplée.

Il a assuré qu'il s'en emparerait "d'une manière ou d'une autre", avançant qu'une telle acquisition était nécessaire pour contrer selon lui les avancées russes et chinoises en Arctique.

Le président américain a justifié samedi ses menaces, estimant que les pays européens "se livrent à ce jeu très dangereux" et "ont pris un risque qui n'est ni tenable ni viable".

"Il est donc impératif, afin de protéger la paix et la sécurité mondiales, de prendre des mesures énergiques pour que cette situation potentiellement périlleuse prenne fin rapidement et sans équivoque", a-t-il ajouté.

Washington et l'Union européenne ont conclu cet été un accord visant à réduire à 15 % les surtaxes américaines sur la plupart des produits européens.

Mercosur

L'accord commercial définitivement signé au Paraguay



Les pays latino-américains du Mercosur et l'Union européenne (UE) ont signé, samedi 17 janvier au Paraguay, un traité qualifié d'"historique", créant l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde.

Cela fait 25 ans qu'on en parle. Cette fois, c'est fait. Signature historique de l'accord commercial Europe-Mercosur ce soir à Asuncion au Paraguay. La présidente de la Commission européenne se félicite et fait une allusion à peine masquée à Donald Trump. "Nous choisissons des échanges équitables plutôt que des droits de douane. Nous choisissons un partenariat productif de long terme plutôt que l'isolement". Le Mercosur, c'est quatre États d'Amérique du Sud, soit un marché de 270 millions d'habitants. Objectif, libéraliser les échanges avec l'Europe et ses 450 millions de consommateurs.

Les Européens vont pouvoir exporter leurs produits laitiers, leurs vins et leurs voitures. En retour, le Mercosur écoulera sa viande bovine, ses volailles et son sucre. Des échanges, sans droit de douane ou très peu. Mais les agriculteurs ne l'entendent pas tous de cette oreille, rassemblés cet après-midi devant la préfecture de Blois. "Le Mercosur ça va continuer de mettre en concurrence les paysans à travers le monde et en fait nous on défend l'idée que la souveraineté alimentaire c'est d'abord nourrir les gens qui sont autour de nous", indique Thibault Descioux, maraîcher dans le Loir-et-Cher.

Plus de 700 millions de consommateurs et 30% du PIB mondial

À Epinal, la coordination rurale occupe la place du marché. Les consommateurs viennent à la rencontre des agriculteurs. Ce qui fait peur, ce sont ces images d'élevage massives de beaux vins en Amérique du Sud. Avec cet accord, 99 000 tonnes de viande bovine pourront entrer en Europe avec une taxe réduite. Même si cela correspondrait à une faible partie de notre production, l'équivalent d'un steak de 220 grammes par européen et par an. Pas de quoi rassurer les éleveurs pour autant. Une Europe qu'on enterrer selon ces agriculteurs venus manifester leur colère à Marseille.

"On ne veut pas une Europe qui nous élimine. On veut une Europe qui nous soutienne. On veut une Europe qui nous rende égaux les uns avec les autres dans la communauté", souligne Thierry Robert, viticulteur à Puyloubier (Bouches-du-Rhône). Un combat qui continuera mardi prochain devant le Parlement européen de Strasbourg où les agriculteurs se sont donnés rendez-vous.

Iran

Des manifestations de soutien dans toute l'Europe

La violente répression du mouvement de protestation en Iran aurait fait des dizaines voire des centaines de morts en deux semaines. Dimanche 11 janvier, la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, s'est déclarée disposée à proposer de nouvelles sanctions contre le régime des Mollahs.

"Les manifestations en Iran se poursuivent malgré une répression policière brutale, qui s'est intensifiée ces derniers jours et a fait plusieurs centaines de morts, selon diverses ONG", titre *El País*. À l'origine de ce mouvement "initialement déclenché à Téhéran le 28 décembre" [La Libre], "des commerçants dénonçant la cherté de la vie et la dépréciation de la monnaie".

Une situation suivie de près par l'Union européenne et la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. "L'Europe se tient aux côtés du peuple iranien dans son combat légitime pour la liberté", a déclaré l'Allemande sur X dimanche après-midi. Selon l'ONG Iran Human Rights, la répression du mouvement a causé "la mort d'au moins 192 manifestants", relaie *Le Monde*. Et l'organisation "avertit que le nombre réel de victimes pourrait être beaucoup plus élevé".

Lors de sa "première prise de parole après trois nuits de manifestations intenses contre les autorités [dimanche]" [France info], le président iranien Massoud Pezeshkian a accusé les "ennemis de l'Iran" de vouloir "semer le chaos et le désordre" dans le pays en ordonnant des "émeutes". Ciblés, les États-Unis affichent leur soutien aux manifestants. "Le président Donald Trump a déclaré que les États-Unis 'sont prêts à aider' car l'Iran 'aspire à la liberté'", note la BBC.

Vague de rassemblements en Europe

"Plus de deux mille personnes ont défilé à Paris à l'appel des partisans du fils de l'ancien chah d'Iran, pour soutenir le mouvement de contestation en cours", écrit *France 24*, mentionnant également la réunion de "milliers de personnes à Londres". La chaîne de télévision paneuropéenne *Euronews* témoigne quant à elle d'une "autre manifestation [...] dans la capitale allemande, Berlin".

"Les manifestants, dont beaucoup sont des Iraniens vivant à l'étranger ou des personnes d'origine iranienne, affirment qu'ils ont le devoir de manifester et de montrer leur soutien à distance, alors que les Iraniens du pays, de tous âges et de toutes origines, continuent de descendre dans la rue pour se battre pour leur liberté", complète le média.

Internet et lignes téléphoniques bloqués

"Les organisations de défense des droits humains peinent à contacter leurs interlocuteurs [...] en raison

de la coupure totale d'Internet dans le pays et préviennent que le bilan des victimes risque de s'alourdir encore" [The Guardian]. Selon la chaîne qatarie Al-Jazira citée ce lundi matin par *Le Monde*, "le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, a [indiqué] que l'accès à Internet serait bientôt rétabli en Iran".

"De plus, la publication de reportages, de photos et de vidéos sur les manifestations de masse est interdite", souligne la Tagesschau. "Cette mesure alimente également les craintes que le régime de Téhéran n'utilise ce black-out, comme il l'a fait lors de précédentes manifestations, pour réprimer brutallement les protestations", poursuit la chaîne allemande.

Médiation et risques de sanctions

La répression en cours suscite l'inquiétude de la communauté internationale. Face à cette situation chaotique décrite comme "l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la révolution islamique de 1979" [Euronews], "la haute représentante de l'Union européenne [pour la politique étrangère et la sécurité], Kaja Kallas, s'apprête à proposer de nouvelles sanctions contre l'Iran" [Politico].

La cheffe de la diplomatie européenne "a précisé que ces sanctions s'ajouteraient aux sanctions 'radicales' déjà en vigueur concernant la prolifération nucléaire et le soutien de Téhéran à la Russie". "Cette proposition marque la réponse la plus forte à ce jour d'un responsable de l'UE à la répression sanglante menée par l'Iran", ajoute le média européen.

En parallèle, le président américain Donald Trump a affirmé que le régime iranien "avait contacté Washington pour 'négocier' et qu'une rencontre était 'en cours de préparation'. Plus tôt, [le milliardaire] avait déclaré que l'armée américaine étudiait des 'options très fortes'" [Ouest-France]. Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, "a [déjà] prévenu qu'en cas d'attaque des États-Unis sur l'Iran, la république islamique visera l'armée et le transport maritime américains", relate *RTL*.

Dans ce contexte particulièrement sensible, le fils de l'ancien chah et figure de l'opposition iranienne en exil aux États-Unis, Reza Pahlavi, "a affirmé dimanche être 'prêt à retourner en Iran' à la première opportunité et à y mener une transition politique" [TF1]. Déscrit comme un personnage "controversé" [France info], cet homme de 65 ans "représente aujourd'hui un espoir pour une partie des Iraniens". Le gouvernement, qui affirme ce matin que "la situation est désormais totalement sous contrôle" [Le Figaro], a décrété hier soir "trois jours de deuil national pour les 'martyrs' de la 'résistance'" [Le Parisien].

L'Europe prépare la riposte contre Trump, les ambassadeurs des 8 pays se sont réunis dimanche

Les huit pays européens qui ont déclenché une mission militaire au Groenland se verront imposer à compter du premier février des droits de douane de 10% et de 25% à compter du 1er juin « jusqu'à la vente totale du Groenland », a déclaré Donald Trump. Les réactions indignées à travers l'Europe n'ont pas trainé et la question de mesures de rétorsion commence à se poser.

Le président des États-Unis a donné un nouveau coup de pression sur le dossier du Groenland. Samedi, Donald Trump a annoncé de nouveaux droits de douane aux pays européens « jusqu'à la vente totale » de la grande île. « La Chine et la Russie convoitent le Groenland, et le Danemark est impuissant. Il dispose actuellement de deux traîneaux à chiens pour se protéger... », selon le président états-unien.

Dans les minutes qui ont suivi les menaces de Donald Trump, le président du Conseil européen, António Costa a été le premier à réagir « l'UE sera toujours très ferme dans la défense du droit international, à commencer par le territoire des États membres de l'Union ». Une déclaration plus formelle faite en commun avec la présidente de la Commission un peu plus tard avertit du risque de dégradation de la relation transatlantique mais appelle en revanche à une reprise du dialogue. Une réaction bien en-deçà de l'indignation ressentie par les pays con-

cernés, signale notre correspondant à Bruxelles, Pierre Benazet.

Inacceptable, chantage...

Les menaces sont inacceptables selon le président français. « Aucune intimidation ni menace ne saurait nous influencer, ni en Ukraine, ni au Groenland, ni ailleurs dans le monde lorsque nous sommes confrontés à de telles situations », a écrit le président français dans un message posté sur le réseau social X. « Les menaces tarifaires sont inacceptables et n'ont pas leur place dans ce contexte. Les Européens y répondront de façon unie et coordonnée [si elles étaient confirmées]. Nous saurons faire respecter la souveraineté européenne », a-t-il ajouté.

La présidente du Conseil des ministres italien Giorgia Meloni annonce avoir parlé à Donald Trump. Elle qualifie d'« erreur » la menace de taxes douanières brandie par Donald Trump et précise qu'elle lui a fait part de son point de vue. Des menaces totalement déplacées selon le Premier ministre britannique, « surprenantes » selon l'euphémisme du ministre danois des Affaires étrangères. Lars Lokke Rasmussen, ministre danois des Affaires étrangères, entame ce dimanche une visite diplomatique en Norvège, au Royaume-Uni et en Suède, trois alliés proches et membres de l'OTAN, afin de discuter du renforcement du rôle de l'Alliance dans la sécurité de

Syrie

L'armée reprend le contrôle des zones Kurdes

Le président islamiste Ahmed al-Charaa étend son emprise sur le pays, après avoir accordé vendredi aux Kurdes des droits nationaux inédits mais jugés insuffisants par les représentants de cette minorité.

Le conflit continue de s'enliser dans le nord et l'est de la Syrie. L'armée a pris le contrôle de villes et installations stratégiques, samedi 17 et dimanche 18 janvier, délogant les forces kurdes de ces zones où le pouvoir de Damas veut étendre son autorité. Malgré les appels de Washington et Paris à cesser son offensive, le président islamiste Ahmed al-Charaa étend son emprise sur le pays, après avoir accordé vendredi aux Kurdes des droits nationaux inédits, mais jugés insuffisants par les représentants de cette minorité.

Les troupes syriennes se rapprochent désormais de Raqa, ancien bastion du groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans la province du même nom, où elles ont annoncé tôt dimanche avoir pris le contrôle de Tabqa. Les forces gouvernementales sont déployées avec des véhicules blindés et des chars autour de cette ville et patrouillent dans les rues, aux magasins fermés, a constaté un correspondant de l'AFP. Des affrontements ont lieu entre les Forces démocratiques syriennes (FDS) "et des combattants arabes tribaux" dans certains quartiers de la ville, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, une ONG. L'agence officielle Sana a de son côté rapporté que deux civils ont été tués par les FDS dans la ville.

La France fait part de sa "préoccupation"

Plus au sud, les FDS, dominées par les Kurdes, "se sont retirées dimanche à l'aube de tous les secteurs sous leur contrôle" dans l'est de la province de Deir Ezzor, peuplée en majorité d'arabes, dont "les champs pétroliers de al-Omar", le plus grand du pays "et al-Tanak", selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, Rami Abdel Rahmene.

Le gouvernorat de Deir Ezzor a annoncé que "toutes les institutions publiques" resteraient fermées dimanche et appelé les habitants "à rester chez eux". Le champ d'al-Omar était sous le contrôle des forces kurdes depuis qu'elles en ont expulsé l'Etat islamique en 2017. Pendant des années, ce site avait abrité la plus grande base de la coalition internationale antijihadiste, menée par les Etats-Unis.

Le président français Emmanuel Macron s'est par ailleurs entretenu avec son homologue syrien Ahmad al-Charah, et a affirmé lui avoir fait part de sa "préoccupation face à l'escalade" de la violence, a écrit sur X le chef d'Etat. "Un cessez-le-feu permanent est nécessaire et un accord doit être trouvé sur l'intégration des Forces démocratiques syriennes à l'Etat syrien", conformément à l'accord du 10 mars 2025, qui vise à l'intégration des forces kurdes dans l'administration centrale, mais dont la mise en oeuvre patine, a-t-il ajouté.

la région arctique, a annoncé dimanche son ministère. « Ce qu'il fait, c'est du chantage (...) et ce n'est pas nécessaire, a réagi le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas David van der Weel dans une interview à la télévision néerlandaise. Cela n'aide pas l'Alliance (de l'OTAN) et cela n'aide pas non plus le Groenland. »

Riposter avec l'outil anti-coercition ?

Sur les huit pays concernés, seuls le Royaume-Uni et la Norvège ne sont pas dans l'Union européenne ; tous les autres vont se concentrer sur une réaction commune de l'UE. Elle va s'ancrer ce dimanche à l'occasion d'une réunion des ambassadeurs représentants permanents des 27 à Bruxelles. Le président français Emmanuel Macron devrait s'entretenir dans les heures à venir avec ses homologues européens au sujet de cette crise inédite entre membres de l'OTAN.

Parmi les pistes de réflexion possibles pourraient figurer la remise en route des droits de douane de rétorsion actuellement suspendus ou encore le déclenchement de l'Instrument anti-coercition de l'UE. Les menaces commerciales américaines « posent la question de la validité de l'accord » sur les tarifs douaniers UE-USA de l'été dernier, rapporte l'entourage d'Emmanuel Macron) selon lequel le président français va demander « l'activation de l'Instrument anti-coercition » de l'UE en cas de nouveaux droits de douane américains.

Premier League

Sunderland 2 - Crystal Palace 1

Les Black Cats maîtres à domicile

Crystal Palace a été battu 2-1 par Sunderland en Premier League, clôturant une série dramatique de 24 heures où Oliver Glasner a révélé que lui et le capitaine Marc Guehi quitteront le club.

L'Autrichien a révélé la nouvelle lors de sa conférence de presse d'avant-match vendredi - Glasner quittera Crystal Palace à la fin de la saison, tandis que Guehi a manqué le voyage au Stadium of Light avec son déménagement à Manchester City prévu bientôt.

C'est une situation qui a rendu Glasner furieux à temps plein, où il a décrit l'équipe comme ayant été « complètement abandonnée ». Crystal Palace dispose déjà d'une équipe mince et n'a pas effectué de substitution pendant le match.

Et peut-être de façon attendue, la forme des Aigles ne s'est pas améliorée. Ils ont perdu une avance de 1-0 et sont maintenant 10 matchs sans victoire dans toutes les compétitions depuis qu'ils ont battu Shelbourne dans la Conference League le 11 décembre.

Après deux gros ratés de Jean-Philippe Mateta - soumis à ses propres spéculations de transfert - Crystal Palace a pris la tête par l'intermédiaire de Jeremy Pino. Il leur

avait également donné un espoir tardif lors de la sortie choc de la FA Cup à Macclesfield le week-end dernier, cette fois en passant un pied au milieu de ses défenseurs pour passer le ballon devant Robin Roefs.

Mais l'avance de Crystal Palace n'a duré que trois minutes lorsque Sunderland a riposté. Nordi Mukiele a envoyé un superbe centre du côté droit et Enzo Le Fee n'a pas été marqué au milieu pour balayer dans le fond du filet.

Les Eagles auraient dû prendre la pause devant eux aussi. Tyrick Mitchell a repoussé une tête large en fin de première mi-temps, tandis que Mateta avait également le ballon dans le filet, mais était hors-jeu.

Sunderland a dominé la possession après la mi-temps, et a finalement fait compter à la 71e minute. Noah Sadiki a trouvé Brian Robbey sur la gauche de la zone, et l'attaquant a tourné le ballon vers le but avec son cou-de-pied, se blottissant à la maison par le dessous de la barre transversale.

Les Black Cats restent invaincus au Stadium of Light en Premier League cette saison, et se hissent à la huitième place - à seulement trois points des quatre premiers.

Tottenham 1- West Ham 2

Enfin une victoire pour les Hammers !

Callum Wilson est fortement lié à un éloignement de West Ham, mais il a été leur héros alors qu'ils ont arraché une victoire spectaculaire contre Tottenham.

Les Hammers ont mis fin à leur série de 10 matchs sans victoire en Premier League de façon mémorable samedi, tout en exerçant une pression supplémentaire sur le patron des Spurs, Thomas Frank.

West Ham a frappé en premier à la 15e minute, alors que Crysencio Summerville a sauté à l'intérieur de quelques défis avant de battre un Guglielmo Vicario mal placé via une déviation de Micky van de Ven.

Tottenham a cherché à répondre, Wilson Odobert et Djed Spence ayant tous deux été démentis de près par Alphonse Areola.

À l'autre bout, l'équipe de Nuno Espírito Santo aurait dû doubler son avance lorsque Taty Castellanos a tiré de l'avant à deux verges de la distance, tandis que la frappe à bout portant de Jarrod Bowen a été écartée pour hors-jeu.

Les Spurs se sont améliorés après la pause et ont égalisé à la 64e minute, lorsque Cristian Romero a rencontré le centre de Pedro Porro pour produire une tête au-delà d'Areola.

Le gardien de West Ham a repoussé la volée de Xavi Simons plus tard, tandis que la superbe intervention glissante de Porro a nié Wilson à l'autre bout.

Cependant, à la troisième minute des arrêts de jeu, Wilson - qui devrait quitter West Ham - a réagi le plus rapidement après que Tottenham n'ait pas réussi à faire face à un corner, poussant un ballon libre dans le toit du filet pour arracher les trois points.

Après avoir également souffert d'un crève-cœur de dernière minute contre



Bournemouth la dernière fois, Tottenham a perdu contre un but gagnant à la 90e minute lors de matchs successifs de Premier League pour la première fois.

Pendant ce temps, la frappe de Wilson n'était que la deuxième victoire de West Ham à la 90e minute dans un derby londonien à l'extérieur de la compétition, après celle de Paolo Di Canio à Fulham en octobre 2002.

Cela s'est produit après que les Hammers eurent encaissé leur 12e but de tête en Premier League cette saison, n'en ayant laissé entrer que plus pendant la campagne 2010-11, quand ils ont été relégués (15).

À l'inverse, le but de Romero représentait le neuvième but de Tottenham dans le top flight anglais cette saison, le plus joint-most aux côtés de ses rivaux Arsenal

Leeds United 1- Fulham 0

Les Whites s'imposent à la toute dernière minute

Le but acrobatique de Lukas Nmecha à la 91e minute a permis à Leeds de remporter une victoire vitale 1-0 sur Fulham pour garder Leeds à huit points de la chute dans une journée qui a vu les deux groupes de fans rendre hommage à la légende de Leeds, Terry Yorath.

Une pléthore d'occasions manquées - les meilleures venant à Dominic Calvert-Lewin et Brendan Aaronson - semblaient avoir forcé l'équipe locale à se contenter d'un point avant que la frappe tardive de Nmecha n'envoie un Elland Road bruyant dans le bedlam et punisse une pauvre équipe de Fulham qui a créé presque aucune occasion de marquer.

La victoire maintient Leeds à huit points de la zone de chute après la victoire tardive de West Ham aux Spurs, tandis que Fulham descend à la 10e place et s'éloigne des places européennes. Un hommage touchant à Yorath a précédé le coup d'envoi, avec les deux séries de fans se joignant dans une minute d'applaudissements alors que sa fille Gabby Logan regardait depuis les tribunes.

Un début de jeu frénétique a vu les deux parties attaquer avec un but mais sans qualité. Aaronson, en forme, a eu la meilleure chance de la période d'ouverture - l'attaquant a été en tête-à-tête avec Bernd Leno dans le but de Fulham après avoir accroché le ballon de Jayden Bogle, mais sa demi-volée mal chronométrée a gonflé et a laissé les visiteurs hors de l'hameçon.

Le côté local a eu la part du lion de la possession et des chances tout au long. Ils ont continué à menacer, mais un manque de pointe signifiait qu'une grande partie de la deuxième période a raconté une histoire similaire à la première. Calvert-Lewin avait



l'air certain de placer son équipe en tête après s'être connecté avec un magnifique centre d'Aaronson à l'heure de jeu, mais il a manqué la cible à bout portant.

Malgré une attaque franche de 0,09 xG en deuxième mi-temps, l'équipe de Marco Silva semblait avoir obtenu un point important alors qu'elle continuait à défendre résolument, mais le cœur des visiteurs était brisé après une série de dégagements ratés qui ont mené au vainqueur sur blessure.

Les coups de pied de trois joueurs de Fulham ont donné à Ampadu de l'espace pour ramasser le ballon libre sur la gauche - le Gallois a produit une belle livraison, permettant à un Nmecha déterminé d'entrer en contact avec une jambe tendue et de frapper Leno pour le gagner au dernier.

Finale Coupe d'Afrique des Nations

Le Sénégal bat le Maroc à la 94e minute (1-0)



Les tensions des jours précédents - notamment autour de la sécurité des joueurs sénégalais - avaient été effacés au profit d'un message de fraternité de la part des deux équipes, porté conjointement par Walid Regragui et Pape Thiaw. Le Maroc et le Sénégal voulaient montrer la plus belle image possible du football africain, pour conclure cette Coupe d'Afrique des nations 2025 de la plus belles des manières. Mais le scénario de la finale laissera un drôle de goût à de nombreux amateurs de football.

Tout avait très bien commencé ce dimanche, avec une atmosphère bon enfant au moment de gagner le stade de Rabat. La fête montait dans les rues, côté marocain comme sénégalais, non sans un peu de chambrage mais dans une communion qui s'est poursuivie durant tout l'avant-match. Il y a bien eu quelques sifflets au moment de l'échauffement des Lions de la Teranga mais rien de particulier. L'arrivée des bus des deux équipes s'est faite dans le calme. La cérémonie de clôture de la compétition, avec des guests comme Idris Elba ou Lartiste, a donné le ton d'une soirée qui devait être pleine de joie.

Le Sénégal a dû faire face à quelques déconvenues de dernière minute. Comme ce forfait de Krepin Dialta, remplacé par le Niçois Antoine Mendy, ou l'étonnante sortie d'Ousseynou Niang sous la protection de ses coéquipiers. Le Maroc avait lui connu le forfait d'Eliesse Ben Seghir, absent de la feuille de match, qui adressait alors un message à ses coéquipiers sur les réseaux sociaux: "Le coeur avec vous, les frères."

Le match commence, il est plaisant. Du mouvement des deux côtés, un Bounou auteur de deux parades décisives en première période, de belles occasions de part et d'autre. 0-0 à la mi-temps. La tension était toutefois palpable. Il ne manquait sans doute qu'une étincelle.



L'occasion énorme d'El Kaabi peu avant l'heure de jeu a soulevé les coeurs. Le Sénégal souffre mais ne rompt pas. Le Maroc ne concrétise pas son temps fort. A la 67e minute, un violent choc tête contre tête entre Neil El Aynaoui et El Hadji Malick Diouf vient casser le rythme. Le staff médical intervient pour bander la tête du joueur marocain, ouvert à l'arcade, et s'assurer que son adversaire dans ce duel aérien peut lui aussi reprendre.

But refusé, penalty litigieux: la séquence qui fait basculer la finale

A mesure que le temps file, les deux sélectionneurs enchaînent les changements. Sans doute en vue d'une prolongation. L'entrée d'Ibrahim Mbaye, une des révélations de cette CAN, rebooste le Sénégal. Au point que dans le temps additionnel, Ismaïla Sarr pense offrir la victoire à son équipe en reprenant le ballon d'Abdoulaye Seck qui a heurté la barre transversale. But... refusé pour une poussette assez légère sur Achraf Hakimi. Le staff sénégalais monte en pression, réclamant un check du VAR par l'arbitre. Le Congolais Jean-Jacques Ndala Ngambo fait reprendre le match.

L'épisode marquant du soir était à venir. Quelques instants plus tard, Brahim Diaz réclame un penalty, se plaignant d'avoir été accroché dans la surface sur un corner. La faute d'El Hadji Malick Diouf est légère: le joueur accroche bien son adversaire à l'épaule mais sans mettre de force, impression que le ralenti vient effacer. L'arbitre va consulter l'écran du VAR et siffle penalty. La colère sénégalaise est immédiate.

Démarre une grande séquence de confusion. Les esprits s'échauffent immédiatement du côté du Sénégal, pendant que les Marocains attendent pour tirer le penalty. Walid Regragui discute avec Nico Jackson, les tensions entre joueurs et membres du staff sont palpables sur le terrain et le long de la ligne de touche. Pape Thiaw est furieux et demande à tous ses joueurs de quitter le terrain pour rentrer au vestiaire, criant au scandale. Pendant ce temps en tribune, des centaines de supporters en colère tentent d'entrer sur le terrain. Certains y parviennent, vite rattrapés par la sécurité. Des scènes de bagarres entre journalistes sont également rapportées.

C'est le chaos total. L'arbitre ne maîtrise plus le match, qui est suspendu par la force des choses. Claude Le Roy glisse alors un mot à Sadio Mané - on aimerait savoir ce qu'il lui a dit - qui semble tout changer. La star des Lions de la Teranga demande finalement au reste de l'équipe de revenir, allant même les chercher dans le vestiaire. Après plusieurs minutes, tous sont de retour.



Diaz, le raté qui ne passe pas ; Gueye, le héros sénégalais

Alors que les tensions sont encore vives de l'autre côté du terrain, avec des supporters qui essaient encore de provoquer un envahissement, Brahim Diaz s'apprête à tirer. Le joueur du Real Madrid semble perturbé, notamment par le bruit. Il s'élanse et tente une panenka... totalement ratée, captée par Edouard Mendy. Au bord des larmes, l'attaquant marocain sortira quelques instants plus tard, subissant la grogne de son entraîneur Walid Regragui.

La prolongation offrira moins de suspense. Pape Gueye ouvre rapidement le score, les Marocains n'y sont plus. L'entrant Hamza Igamane se blesse, laissant ses coéquipiers à dix, tandis que le Sénégal frôle le deuxième but. Il n'y aura pas de nouveau retournement de situation.

C'est le Sénégal qui décroche le deuxième sacre de son histoire à la CAN, après son premier titre en 2021. Pour le Maroc, la deuxième étoile attendra. La défaite est cruelle pour le pays organisateur. Et l'amertume restera.

L'euphorie pour les Sénégalais, qui fêtent leur victoire à mesure que le stade se vide. C'est Sadio Mané - qui a laissé entendre qu'il pourrait s'agir de sa dernière Coupe d'Afrique des nations - qui soulève le trophée. Les joueurs du Maroc n'ont pu qu'observer cette scène qu'ils auraient tant voulu vivre. D'autant plus cruel qu'il a fallu, pour certains, monter sur le podium pour la remise des prix individuels: sacré meilleur gardien du tournoi, Bounou faisait bonne figure avec son éternel sourire, saluant Kalidou Koulibaly chaleureusement au passage ; Brahim Diaz ne parvenait pas à cacher son chagrin au moment de recevoir son prix de meilleur buteur.

La soirée n'était pas terminée. L'euphorie dans les rues de Rabat n'avait pas la même portée. Et pendant que les Sénégalais festoyaient, les obligations médiatiques de chacun ont pris des tournures différentes. Edouard Mendy, gardien du Sénégal, ne retient lui que la victoire finale: "On ne va pas parler à chaud, il s'est passé des choses mais à la fin ce qu'il faut retenir c'est que le football a gagné."

Au micro de la CAF, Walid Regragui a félicité le Sénégal. Mais le coach du Maroc a regretté la mauvaise image laissée du foot africain après ces incidents: "On est vraiment déçus pour tout le public marocain. Quand vous avez un penalty à la dernière minute, vous voyez la victoire très proche. A la fin, le football vous rattrape. C'est dommage. Mais les joueurs vont revenir plus forts. On félicite le Sénégal, même si c'est décevant l'image qu'on a montrée aujourd'hui du football africain avec tout ce qu'il s'est passé dès qu'on a sifflé. Bon, depuis le début de la compétition, c'était malsain, c'est dommage. On va les féliciter, bravo à eux. Nous, on va continuer à travailler. Le Maroc reviendra plus fort."

Dernier épisode de tension en conférence de presse: si Walid Regragui est venu redire sa déception, Pape Thiaw n'a pas pu s'exprimer. Arrivé avec sa fille devant les médias, le sélectionneur du Sénégal a été hué par les journalistes marocains présents, sans que les applaudissements des jouanlistes sénégalais ne couvrent les sifflets. Session annulée pour raison de sécurité. En zone mixte, seuls les joueurs du Sénégal sont venus s'exprimer. L'heure est encore à la douleur pour les joueurs du Maroc. Il faudra un peu de temps pour digérer.